

«Une microtaxe soulagerait les ménages»

FINANCE Le Pr Marc Chesney veut abolir la TVA et l'impôt fédéral direct grâce à la taxation des transactions électroniques. Une initiative fédérale est en préparation.

GABRIEL SASSOON
gabriel.sassoon@lematindimanche.ch

Dix ans après l'éclatement de la crise, et après avoir reçu des aides financières et bénéficié de nombreuses garanties publiques, les grandes banques sont habitées par un sentiment d'impunité qui encourage des stratégies hautement risquées, aux frais du contribuable. C'est un des constats posés par Marc Chesney, directeur du département Banque et Finance de l'Université de Zurich, dans «La crise permanente», dont une nouvelle édition vient de paraître. L'économiste y critique la «finance casino» et une «oligarchie financière» vénale qui continue de faire peser un risque systémique sur l'économie mondiale. Il ne se contente pas de dénoncer et propose des solutions. L'une d'entre elles pourrait faire l'objet d'une votation. Une initiative populaire visant à instaurer en Suisse une micro-taxe qui se substituerait à une partie des impôts est en préparation.

Que vise la microtaxe que vous et d'autres confrères à Zurich proposez?
Celle-ci s'appliquerait à toutes les transactions financières électroniques. Ainsi, les ventes d'actions ou d'obligations seraient concernées, mais aussi les factures de restaurant réglées avec une carte de crédit, ainsi que les versements de salaires et les

retraits au bancomat. Elle se différencie donc de la taxe Tobin, en discussion au sein de l'UE, qui, de plus, a vocation à s'ajouter aux impôts existants.

Quel est le montant de cette taxe et à quoi doit-elle se substituer?
Vu le volume astronomique des transactions électroniques en Suisse, un taux de l'ordre de 0,1% serait réaliste. Actuellement, ces transactions atteignent au moins 100 000 milliards de francs, soit près de 160 fois le PIB du pays. La microtaxe rapporterait alors 100 milliards de francs. L'objectif serait qu'elle permette de diminuer, voire d'abolir, la TVA ainsi que l'impôt fédéral direct, ce qui permettrait à la plupart des contribuables et des entreprises de réaliser des économies. Pour la majorité d'entre eux, les impôts sont beaucoup trop élevés.

Mais en quoi un tel impôt permet-il de stabiliser le système financier?
Il aurait déjà l'avantage de mettre en lumière le volume astronomique des flux financiers. Ensuite, il aurait un effet limitatif sur les transactions de la finance casino et dissuasif sur les paris à grande échelle qu'elle génère. En dernière instance, la volatilité des cours boursiers devrait être réduite et le trading à haute fréquence serait chassé vers d'autres territoires. Ce serait aussi un moyen efficace de limiter la fraude fiscale, puisque tout transfert électronique sera en principe automatiquement détecté et enregistré. Enfin, la taxe moderniserait le système fiscal actuel, qui en aurait besoin. À l'heure de la numérisation, cela n'a plus de sens de taxer le travail à ce point alors que nombre d'emplois risquent de disparaître.



Frank Brüderli

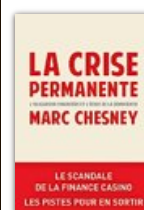
La microtaxe touche chacun de la même manière sans distinction de revenus. N'est-ce pas antisocial?

Au contraire, il serait socialement utile de faire diminuer, voire disparaître, la TVA, qui défavorise les plus pauvres. Tant les ménages que les PME devraient, pour la plupart, y gagner. Ainsi, les foyers fiscaux les plus modestes ne paieront que 0,1% de leur revenu. Cela correspondra aux règlements effectués avec le salaire. Quant aux foyers fiscaux plus riches, ils paieront proportionnellement plus car ils réalisent plus de transactions. Enfin, les grandes banques et fonds spéculatifs, qui effectuent des transactions financières à grande échelle, devront s'acquitter de montants d'impôts supérieurs à ce qui est le cas



«Il serait socialement utile de faire diminuer, voire disparaître, la TVA, qui défavorise les plus pauvres»

Marc Chesney



À LIRE
«La crise permanente - L'oligarchie financière et l'échec de la démocratie», Marc Chesney, Quanto, 157 p.

actuellement, rééquilibrant ainsi la charge fiscale au bénéfice des foyers.

C'est donc une taxe antibanque?
Non. C'est une taxe antifinance casino. Aujourd'hui, les banques systémiques sont clairement sous-taxées et devraient payer davantage d'impôts.

Ne faut-il pas craindre des délocalisations?
S'agissant de ceux qui s'adonnent à la finance casino, éventuellement, mais ce ne serait pas sans risque pour ces institutions, car la Suisse possède de nombreux avantages. Pour les acteurs de l'économie réelle situés à l'étranger, il y aurait de nombreuses incitations à s'installer en Suisse, car l'impôt serait moins élevé, le système fiscal moins bureaucratique et le secteur financier plus stable. Pour les entreprises suisses, mettre en place un montage international pour éviter de payer 0,1 ou 0,2% de taxe n'aurait pas grand sens et coûterait probablement plus cher que ce qui pourrait être économisé. Les PME bénéficieraient aussi de la simplification du système fiscal, elles qui se plaignent souvent d'une bureaucratie trop lourde. Enfin, l'instauration d'une micro-taxe pourrait constituer une nouvelle source de revenus pour les banques, qui seraient chargées de la collecte de l'impôt.

N'est-ce pas problématique si seule la Suisse adopte une telle taxe?
Non, c'est même un avantage compétitif.

La micro-taxe n'est pas une utopie?
L'avenir le dira. C'est une solution techniquement simple, mais politiquement délicate, puisque les puissants groupes de pression du secteur financier vont s'y opposer. Le débat promet d'être animé.

Briefing

Le souverainisme n'apportera pas la croissance à l'Italie



Pierre Veya
Chef de la rubrique économie

● Le programme économique du gouvernement de Giuseppe Conte se fourvoie dans une politique erronée et qui va se révéler inefficace.

Les souverainistes sont au pouvoir en Italie. Le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue ont promis aux Italiens de s'émanciper des contraintes économiques. Ils promettent une baisse des impôts pour tous, l'instauration d'un revenu citoyen à 780 euros, un abaissement de l'âge de la retraite et une renégociation de la dette du pays (colossale) avec l'Union européenne. C'est un peu le programme que le MCG et l'extrême gauche genevoise proposeraient conjointement à

Genève s'ils étaient au pouvoir ou l'accord de politique économique que Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen accepteraient pour conquérir l'Élysée. Par essence, les souverainistes croient en la toute-puissance de l'État dans la redistribution des richesses et refusent toute discipline budgétaire imposée par les marchés financiers ou la Banque centrale européenne.

Le programme qu'hérite Giuseppe Conte manque non seulement de réalisme mais il se base sur une erreur conceptuelle majeure. L'Italie ne souffre pas d'une faiblesse des politiques publiques (souvent inefficaces), ni d'une panne de pouvoir d'achat des ménages. La vraie faille du pays réside dans une productivité très médiocre (les PME investissent peu dans les nouvelles technologies) et une captation de la richesse par le familialisme et le favoritisme. En Italie, à l'exception de quelques grandes sociétés, tout est fait pour dissuader les entreprises d'investir et de se moderniser. En langage économique, on appelle cela un défaut de «l'offre» et non de «la demande». En clair, ce n'est pas d'une politique keynésienne dont l'Italie a besoin mais d'un libéralisme plus affirmé et plus loyal. Dans une tribune libre récente, Jean Pisani-Ferry, professeur à Sciences Po et conseiller du candidat Emmanuel Macron, montre clairement que les difficultés rencontrées par l'Italie

sont endogènes et non liées à l'appartenance du pays à la zone euro. Depuis l'adoption de la monnaie unique, le niveau de vie a progressé partout en Europe, sauf en Italie et partiellement en Grèce.

Même s'il était applicable, il est peu probable que le programme du M5S et de la Ligue parviendrait à améliorer la situation alors que le risque d'une flambée des taux d'intérêt de la dette italienne, lui, est très réel. En d'autres termes, l'erreur d'analyse économique est probablement tout aussi grave que le programme lui-même. L'Italie, qui vient d'être dépassée en niveau de vie par l'Espagne, pourrait perdre une nouvelle décennie à vouloir poursuivre une politique inadéquate.

Un groupe d'économistes, conscients des risques de dérapage budgétaire, ont proposé à l'État d'émettre des bons du Trésor qui seraient distribués à la population pour payer leurs impôts... deux ans plus tard. Cette proposition, qui ne résout rien sur le fond, traduit une forme de désespoir très inquiétant. L'Italie n'a cessé depuis trente ans de repousser toutes les réformes indispensables. Elle paie aujourd'hui le prix fort de son attentisme, qui n'est plus compensé par un taux de croissance élevé. Le poids de l'inaction devient d'autant plus lourd que la troisième économie de l'Europe est la première à affronter un vieillissement très rapide de sa population.

Publicité

Bilan
LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE

Actuellement en kiosque

Bilan
LA RÉFÉRENCE SUISSE DE L'ÉCONOMIE

L'argent du foot: interview de Palé, Lippi et Karembeu P20
Monnaie pleine: non, mais le débat doit continuer P26
Ariane de Rothschild, son combat pour la durabilité P61

LES 100 PLUS RICHES DE MOINS DE 40 ANS

OÙ VA L'ARGENT DES STARTUPS?

Comment cette richesse profite à l'économie. Notre enquête P14 et P28

FEMMES LEADERS
PULVÉRISER LES OBSTACLES
28 pages de conseils pour réussir au travail